

MEDIA BACKGROUNDER

Présentation de l'Insight Innocenti :
La traite des êtres humains en Afrique,
en particulier des femmes et des enfants
EMBARGO : 23 AVRIL 2004 à 10h00 GMT

La stratégie globale de l'UNICEF contre la traite

L'UNICEF promeut une approche d'ensemble axée sur la mise en place d'un environnement protecteur pour les enfants. La création de cet environnement protecteur relève de la responsabilité non seulement des gouvernements mais de tous les membres de la société.

Un tel « environnement protecteur » est basé sur les points suivants :

- Les gouvernements doivent proscrire la traite et punir les trafiquants ;
- Des lois doivent être mises en place et rigoureusement appliquées, et des accords internationaux doivent être encouragés pour prévenir la traite et faciliter le retour en toute sécurité des enfants victimes de la traite ;
- Les enfants doivent être informés des dangers de la traite de façon à s'en défendre ;
- Toutes les personnes en rapport et en contact avec des enfants doivent être en mesure de reconnaître les risques de traite et agir en conséquence ;
- Il faut renforcer l'étude, le suivi et la divulgation des cas de traite d'enfants ; l'attention des médias constitue un élément crucial de sensibilisation et de défense ;
- La réintégration et la réinsertion des victimes de la traite doivent être guidées par l'intérêt supérieur des enfants, y compris leur retour à un environnement sûr.

La stratégie de l'UNICEF contre la traite est avant tout d'aider les pays à créer un environnement protecteur pour les enfants :

- En contribuant à réduire la pauvreté ;
- En soutenant la volonté des gouvernements d'éduquer les enfants en introduisant l'apprentissage de l'autonomie fonctionnelle dans les programmes scolaires, en encourageant la fréquentation et en prévenant l'abandon ;
- En soutenant les ONG, les communautés locales et les parents au moyen de campagnes d'information, visant à défendre les droits des femmes et des enfants et à dénoncer la violation de ces droits ;
- En plaidant pour davantage d'action politique gouvernementale pour combattre la traite en renforçant la législation et l'application de la loi ;
- En promouvant la mise en valeur du potentiel des personnels chargés de faire appliquer la loi et de ceux s'occupant des enfants victimes de la traite ;
- En soutenant des programmes de rétablissement et de réinsertion en faveur des enfants victimes de la traite.

MEDIA BACKGROUNDER

Programmes et actions de l'UNICEF en Afrique : informations actualisées

La stratégie de l'UNICEF contre la traite est basée sur une analyse approfondie des lacunes de l'environnement contextuel en matière de protection. C'est pourquoi les interventions de l'UNICEF diffèrent d'un pays ou d'une région à l'autre.

Depuis la clôture du recueil de données sur cette étude, l'UNICEF a continué son travail sur le terrain. On trouvera ci-dessous les informations actualisées sur les actions en cours.

Afrique Occidentale et Centrale

Au niveau régional, l'UNICEF:

- Fournit une assistance technique en ce qui concerne la signature d'accords de coopération bilatéraux contre le trafic d'enfants ;
- Collabore avec le Mouvement des enfants et des jeunes travailleurs (MAEJT) pour lutter contre le trafic d'enfants dans la région. Un plan d'action régional du mouvement a été élaboré en partenariat avec le bureau régional de l'UNICEF en janvier 2004 ;
- Organise des ateliers de formation pour les forces de l'ordre et fournit une aide didactique (manuels, pochettes de documentation, etc...). En 2003, des ateliers de formation ont été organisés au Bénin, au Burkina Faso et au Gabon. Le bureau régional prévoit d'ultérieures activités de formation des forces de l'ordre dans d'autres pays de la région en 2004 ;
- S'occupe de la coordination et des contacts avec les réseaux des ONG et des organisations internationales engagées dans la lutte contre la traite d'enfants. Un groupe de travail sur la traite des personnes composé de représentants de l'OIT/IPEC, de l'OIM, du MAEJT, du Plan International, de Save the Children Suède, de l'ONUUDC et de l'UNICEF, se réunit chaque mois à Dakar. Une meilleure coordination et une planification commune sont des résultats fondamentaux.

Au niveau national:

- **Bénin** : En 2003 l'UNICEF a contribué à former des stations de radio locales à transmettre des messages promouvant le respect des droits des enfants, y compris des messages sur la traite d'enfants. En collaboration avec Save the Children Suède, il a également organisé des ateliers sur des questions liées à la traite d'enfants, destinés aux forces de sécurité, aux fonctionnaires des douanes, aux magistrats et aux travailleurs sociaux du Bénin et du Togo.
- **Burkina Faso** : L'UNICEF soutient la mise en place de Comités villageois de vigilance et de surveillance qui contrôlent les déplacements des enfants non accompagnés dans les zones rurales. Il contribue également à l'établissement de centres de transition pour les enfants victimes de la traite et organise des projets de micro-crédit pour les mères d'enfants victimes de la traite.
- **Cameroun** : En février 2004 l'UNICEF et le gouvernement, dans le cadre du programme de coopération République du Cameroun/UNICEF 2003-2007, ont réalisé l'étude *Le trafic des enfants au Cameroun à l'heure de la vigilance*. Cette recherche porte sur les régions frontalières de l'extrême nord, le sud et la province d'Adamaoua. La recherche sur le terrain a été menée au cours des derniers mois de 2003, la version actuelle du rapport (encore provisoire) a vu le jour en janvier 2004 et la publication est attendue dans l'année. En février 2004 l'OIT/LUTRENA a parachevé une *Etude exploratoire sur le*

MEDIA BACKGROUNDER

trafic des enfants aux fins de l'exploitation de leur travail au Cameroun portant sur les zones de Limbe, Yaoundé et Mbangassiina. Les deux études sont complémentaires et couvrent pratiquement tout le pays.

- **Gabon** : L'UNICEF a mis en place une ligne téléphonique d'urgence pour dénoncer les cas de trafic et de maltraitance d'enfants. Le Centre des Arcades (Libreville) a été fondé en 2003 et collabore actuellement avec le centre d'Angondjé (Libreville) qui accueille des enfants victimes de la traite.
- **Guinée** : L'UNICEF a organisé des activités de formation destinées aux accoucheuses traditionnelles pour les éclairer sur l'importance de l'enregistrement des naissances pour prévenir le trafic d'enfants. Cette initiative faisait partie de la Journée de l'enfant africain 2003 (16 juin).
- **Mali** : En 2003 l'UNICEF a contribué à l'établissement de deux centres d'accueil pour les enfants victimes de la traite dans la ville frontalière de Sikasso, qui sont maintenant entièrement opérationnels.
- **Nigeria** : En 2003 l'UNICEF a contribué au rapatriement au Bénin d'enfants victimes de la traite contraints à travailler dans des carrières nigériennes.
- **Sénégal** : L'UNICEF s'occupe du rapatriement des enfants maliens victimes de la traite forcés à mendier dans les rues de Dakar, dont 500 ont été recensés à la fin de 2003. Les négociations en vue de leur rapatriement sont encore en cours.
- **Togo** : L'UNICEF a contribué à des campagnes de sensibilisation contre la traite d'enfants, par le biais de débats publics et de sketches théâtraux dans les zones rurales. Le projet a été réalisé en 2002-2003 en collaboration avec le gouvernement, Save the Children Suède et AMO Afrique.
- **Niger** : L'UNICEF organise des campagnes de sensibilisation contre le mariage précoce.
- **République démocratique du Congo** : L'UNICEF s'emploie, auprès du gouvernement et des groupes armés de l'opposition, pour assurer la démobilisation des enfants soldats. L'UNICEF a participé à la démobilisation et au placement des enfants soldats dans un centre de transition.

Afrique Orientale et Australe

Au niveau national :

- **Angola** : L'UNICEF a engagé des discussions avec le gouvernement en 2003 sur la nécessité d'enquêter et d'agir pour empêcher la traite d'enfants et le transfert illicite d'enfants à l'étranger. Un groupe de travail interministériel a été créé à cet effet pour revoir la législation et les procédures existantes et pour éliminer les pratiques de traite dans les principaux aéroports et postes-frontières. Un plan d'action a été établi pour renforcer les mécanismes de prévention du transfert illicite d'enfants à

MEDIA BACKGROUND

l'étranger, et des mesures préventives d'urgence sont déjà appliquées dans les aéroports et les postes-frontières.

Le plan d'action comprend:

- Une enquête sur les pratiques de traite d'enfants, l'identification des auteurs et des réseaux.
- La mise en place de mécanismes de coordination et de suivi concernant tous les acteurs.
- La formation d'éducateurs locaux en matière de droits et de protection des enfants, à l'intention des fonctionnaires des postes-frontières, de la police des frontières et des employés des douanes. L'UNICEF a plusieurs fois demandé que cette formation soit incluse dans les programmes éducatifs réguliers des services de douane et d'immigration.
- Le renforcement des procédures et des services de protection des enfants dans des centres d'accueil de réfugiés en vue du rapatriement des réfugiés angolais en provenance des pays voisins.
- Des activités de mobilisation sociale, d'éducation publique et d'information, ainsi que le renforcement des mécanismes juridiques dans le cadre de la réforme en cours sur la législation se rapportant aux enfants.

Un des principaux résultats obtenus a été l'établissement de services permanents d'enregistrement des naissances dans toutes les capitales provinciales et l'enregistrement de plus de 2,5 millions d'enfants depuis le début de la campagne nationale d'enregistrement en 2003.

L'UNICEF a entrepris une analyse de la situation des enfants appartenant à des groupes minoritaires, ainsi qu'une étude sur la traite et l'exploitation économique des enfants le long de la frontière avec la Namibie.

- **Burundi** : On note une prise de conscience majeure du public en ce qui concerne le problème de la violence sexuelle à l'égard des enfants, de la prostitution et de l'exploitation des enfants. L'UNICEF a assisté le gouvernement dans la mise en place de mécanismes d'application de la loi contre la maltraitance et l'exploitation.
- **Ethiopie** : L'UNICEF continue de plaider pour que le gouvernement reconnaisse le trafic intérieur comme un des principaux problèmes de l'Ethiopie. Le manque de volonté politique d'affronter le phénomène et des conceptions culturelles propres au pays tendent à ramener la traite intérieure à une question de relativisme culturel ; il est cependant de plus en plus évident que de nombreux enfants sont déplacés des zones rurales aux zones urbaines à des fins d'exploitation sexuelle et de travail forcé.
- **Lesotho** : L'UNICEF a contribué à l'adoption d'un nouveau projet de loi pour la protection et le bien-être des enfants, qui contiendra des mesures contre la traite d'enfants.
- **Malawi** : La traite d'enfants était l'un des principaux points du programme visant l'application, par le gouvernement, des recommandations du texte 'Un monde digne des enfants', de celles de la session extraordinaire des Nations Unies en faveur des enfants, et de celles contenues dans les observations finales du Comité de la CDE. Une étude de l'OIM sur la traite au Malawi montre que les enfants et les femmes sont particulièrement à risque du fait du VIH/SIDA et de la pauvreté. Les schémas de traite présentent des flux du Malawi vers l'Europe, du Malawi vers d'autres pays plus riches d'Afrique australe, ainsi qu'un trafic intérieur concentré dans les lieux de tourisme et de vacances.

MEDIA BACKGROUNDER

- **Mozambique** : L'UNICEF a obtenu l'introduction, dans le Plan national stratégique du ministère de l'Intérieur et de la police nationale, de la violence domestique contre les femmes et les enfants, de l'exploitation sexuelle et de la traite.
L'UNICEF, en collaboration avec les ONG provinciales, soutiendra les systèmes de surveillance basés sur les communautés locales pour lutter contre la traite, et aidera les communautés en les aiguillant sur les structures d'assistance aux victimes et les services de santé 'amis des jeunes'. L'UNICEF est en pourparlers avec le ministère de l'Intérieur pour étendre ces centres aux provinces d'origine.
L'UNICEF a participé à la campagne régionale contre la violence, l'exploitation sexuelle et la traite, à l'occasion de laquelle le premier ministre a reconnu publiquement le problème de la traite. Le président a également longuement évoqué la question lors de son discours de clôture de l'année 2003 à l'intention des membres du corps diplomatique.
L'UNICEF a lancé et soutenu un examen des lois nationales afin d'établir si elles sont en accord avec la CDE. Le rapport montre clairement que la législation actuelle n'est pas apte à protéger les enfants de la violence et de la traite. Les résultats seront présentés devant le conseil des ministres et conduiront probablement à l'élaboration d'une loi générale concernant les enfants.
- **Afrique du Sud** : L'UNICEF contribue à la mise en place de politiques, de stratégies et de lois sur la violence à l'égard des enfants, l'abandon d'enfants, la traite d'enfants, l'enregistrement des naissances et le travail des enfants.
Un document sur la traite sera soumis au débat public au début de 2004.
- **Zimbabwe** : La traite d'enfants a été reconnue dans le Processus d'Appel Commun (CAP) comme un phénomène croissant dû la désastreuse situation économique actuelle, encore aggravée par le VIH/SIDA. L'UNICEF aide une ONG locale et une fondation juridique à entreprendre une étude sur la traite d'enfants au Zimbabwe.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, Florence

Salvador Herencia (+39 055) 20 33 354, sherencia@unicef.org

Patrizia Faustini, (+39 055) 20 33 253, pfaustini@unicef.org

Marie Mukangendo (+39 055) 20 33 231, mmukangendo@unicef.org

UNICEF NYHQ

Jehane Sedky-Lavandero, (+1 212) 326 7269, jsedky@unicef.org

UNICEF Genève

Damien Personnaz, (41) 022 909 5716, dpersonnaz@unicef.org

UNICEF WCARO

Margherita Amodeo, Tel: 221 869 5842, Mobile 221 569 1926, mamodeo@unicef.org

UNICEF ESARO

Madeline Eisner, (+254 20) 622 21 4, meisner@unicef.org